

COMMUNE DE
WIMEREUX

DECLARATION PREALABLE
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Demande déposée le 09/05/2022 Avis de dépôt affiché en mairie le 12/05/2022

Par : Monsieur VAQUETTE Geoffroy

Demeurant à : 10 rue Branly
62930 WIMEREUX

Pour : remplacement des fenêtres et volets roulants, réfection de
toiture, pose de 4 fenêtres de toit, mise en peinture façade et
remplacement de la porte d'entrée

Sur un terrain sis à : 10 Rue Branly
62930 WIMEREUX

Référence dossier

N° DP 62893 22 00070

Surface de plancher : m²

Le Maire de WIMEREUX,

Vu la demande de Déclaration Préalable Maison Individuelle n° : DP 62893 22 00070 susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 06/04/2017,
Vu le Règlement de la Zone UCd-II,

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 14/06/2022,
Vu l'avis de Monsieur SINTIVE, Architecte consultant auprès de la Commune de Wimereux, en date
du 01/06/2022,

Considérant que le projet porte sur la parcelle cadastrée AL123 classée en zone UCd-II de la
commune de WIMEREUX,

Considérant que le projet consiste au remplacement des fenêtres et volets roulants, réfection de
toiture, pose de 4 fenêtres de toit, mise en peinture façade et remplacement de la porte d'entrée,

Considérant que le projet respecte les dispositions du règlement de la zone UCd-II,

Considérant qu'aux termes de l'article R.425-2 du code de l'urbanisme : « lorsque le projet est situé
dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable, le permis de construire, le permis
d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de
l'autorisation prévue à l'article L.632-1 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de
France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées »,

Considérant que le projet se situe dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable,

Considérant que Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France a émis un avis favorable assorti de
prescriptions,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Maire de la commune de WIMEREUX **NE S'OPPOSE PAS** à la réalisation du projet décrit dans la
demande, sous réserve du respect des prescriptions reprises à l'article 2.

ARTICLE 2 : Prescriptions

L'exécution des travaux soumis à la déclaration susvisée est subordonnée au respect des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France ci-après :

- ✓ Conformément à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, *« Afin de favoriser l'insertion de ce projet situé en Site Patrimonial Remarquable, il convient de respecter les prescriptions suivantes :*
 - *« Les tuiles devront être d'aspect petit moule (minimum 20 au m²), d'une couleur rouge ou brun-rouge uniforme, similaire à celles existantes, sans nuances ni effet flammé.*
 - *Limiter le nombre de châssis d'éclairage en toiture à seulement deux éléments. Ces châssis auront une dimension maximale de 80 x 0120 cm. Ils seront en pose encadrée ne formant pas saillie sur la pente de toiture, sans coffre de volet débordant, et seront orientés verticalement, axés avec les baies du niveau inférieur.*
 - *La porte d'entrée sera sans ouvertures arrondies, triangulaires ou fantaisie.*
 - *Les menuiseries (portes et fenêtres) seront peintes d'une teinte très claire (blanc ou blanc cassé) en harmonie avec les constructions voisines.*

Fait à WIMEREUX,

Le Maire,
Jean-Luc DUBAËLE

Signé par : Guy BOUJLEUX
Date : 06/07/2022
Qualité : 1er adjoint de la ville de
WIMEREUX par délégation de
Maire de la ville de WIMEREUX

La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **VOIES ET DELAIS DE RECOURS** : toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication de l'acte. Soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément au décret n° 2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles des Hauts-de-France
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Pas-de-Calais

MAIRIE DE WIMEREUX
PLACE DU ROI ALBERT 1ER
62930 WIMEREUX

Dossier suivi par : Amélie MOREAU

Objet : demande de déclaration préalable

A ARRAS, le 14/06/2022

numéro : dp8932200070

adresse du projet : 10 RUE BRANLY 62930 WIMEREUX

nature du projet : Remplacement de menuiseries

déposé en mairie le : 09/05/2022

reçu au service le : 16/05/2022

servitudes liées au projet : LCAP - site patrimonial remarquable -

demandeur :

MR VAQUETTE GEOFFROY

10 RUE BRANLY

62930 WIMEREUX

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, n'est pas conforme aux règles applicables dans ce site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur. Il peut cependant y être remédié. **L'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

(1) Afin de favoriser l'insertion de ce projet situé en Site Patrimonial Remarquable, il convient de respecter les prescriptions suivantes :

- Les tuiles devront être d'aspect petit moule (minimum 20 au m²), d'une couleur rouge ou brun-rouge uniforme, similaire à celles existantes, sans nuances ni effet flammé.

- Limiter le nombre de châssis d'éclairage en toiture à seulement 2 éléments.

Ces châssis auront une dimension maximale de 80x120 cm. Ils seront en pose encastrée ne formant pas saillie sur la pente de toiture, sans coffre de volet débordant, et seront orientés verticalement, axés avec les baies du niveau inférieur.

- La porte d'entrée sera sans ouvertures arrondies, triangulaires ou fantaisie.

- Les menuiseries (portes et fenêtres) seront peintes d'une teinte très claire (blanc ou blanc-cassé) en harmonie avec les constructions voisines.

L'architecte des Bâtiments de France



DAVID BOUILLON

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du code de l'urbanisme.

Etienne SINTIVE, Architecte

Diplômé Par Le Gouvernement

Architecte du Patrimoine

Architecte Consultant auprès de la Mairie de WIMEREUX

V/Réf. :
N/Réf. : 22/152-08/ES/LL
91-12

UNITÉ DEPARTEMENTALE DE
L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
DU PAS-DE-CALAIS (U.D.A.P.)
A l'attention de Monsieur l'Architecte des
Bâtiments de France
CS 10007
62022 ARRAS CEDEX

Aff. Suivie par :
E. SINTIVE

LILLE, le 01 juin 2022

OBJET : DP 062 893 22 00070
M. VAQUETTE : 11 rue Branly (AK n°123) / WIMEREUX

Monsieur,

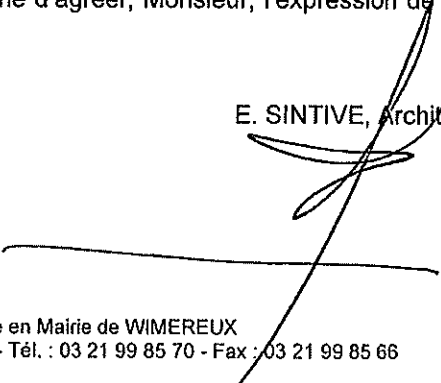
Dans le cadre de la mission de conseil auprès de la Commune de WIMEREUX, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous mes observations relatives au dossier cité en objet, faisant référence au cadre du Site Patrimonial Remarquable. Outre le respect des dispositions du P.L.U. qui seront examinées par le Service Instructeur de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, le présent avis est émis à titre consultatif.

- **Remplacement de la couverture en tuile :**
RAS
- **Menuiseries :**
Dans un objectif de cohérence avec l'environnement proche, toutes les menuiseries seront de couleur blanche (le noir est refusé).
- **Fenêtre de toit (Velux) :**
Pour mémoire, les prescriptions du SPR précisent que :
« La création de châssis de toiture n'est possible :
 - Qu'en moins grand nombre que les trames de façade,
 - Que selon une proportion plus haute que large. »

En l'état, la pose de 4 châssis de toiture est refusée. Le projet doit être limité à la pose de 2 Châssis identiques à disposer en partie basse de la toiture et dans l'axe des 2 fenêtres de la façade.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

E. SINTIVE, Architecte



Copie : Mairie de WIMEREUX